

Séance du Vendredi 7 octobre 2011, 14h30 – 17h30

« La parole des intellectuels et le phénomène paramilitaire dans la presse colombienne »

Interventions (14h30 – 16h30)

Daniel Pécaut: « Enjeux et défis de la violence en Colombie »

Directeur d'études de l'école de Hautes Études en sciences sociales (EHESS).

Thèmes d'études : Sociologie Politique de l'Amérique latine. Transformations sociales et phénomènes de violence. Sociologie de la Colombie. Nombreux ouvrages sur la réalité politique colombienne.

Travaux récents de D. Pécaut sur la question

- *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, Lignes de Repères, Paris, 2008, 170 p.
- *Las FARC, una guerrilla sin fin o sin fines*, Bogota, Norma, 2008 (traduction de *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, 2008)
- *Cronica de cuatro décadas de politica colombiana*, Norma, Bogota, 2006, 543 p.
- *Midiendo Fuera, Balance del primer ano del gobierno de Alvaro Uribe Velez*, Bogota, Planeta, 2003, 210 p.
- *Violencia y Politica, Ensayos sobre el conflicto colombiano*, Medellin, Editora Hombre Nuevo-Universidad del Valle, 2003, 164 p.
- *Guerra contra la Sociedad*, Editorial Planeta Colombiana («Espasa y Hoy»), Bogota, 2001, 308 p.
- *Orden y Violencia. Evolucion socio-politica de Colombia entre 1930 y 1953*, Editorial Norma, Bogota, 2001, 648 p. (nouvelle édition et traduction corrigée).

María Fernanda González : «Le discours des intellectuels sur le paramilitarisme. Étude lexicométrique »

Docteur en sciences politiques de l'Institut des Hautes Études sur l'Amérique Latine (IHEAL), Paris III. Post-doc Ceditec, 2010-2011.

Travaux récents de M.F. González sur la question

- «Chaverxisme vs Uribisme : du Socialisme du XXIème siècle à la Sécurité Démocratique»(*à paraître*) .
- « Le discours Chavézien, fondement d'une nouvelle gauche andine ? » Revue *MOTS* 93. Juillet 2010.
- « Chavez et son langage, le 'chaverxsime' ? Amérique Latine : les indépendances vivifiées ? » *L'Humanité*, 17 avril.2010.
- « La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006) ». Revue *MOTS* 88, novembre 2008 p. 83-98.
- « Ingrid Betancourt : la face méconnue d'une détention », Débats et Opinions. *Le Figaro*, 17 mars.2008
- « Qui sont les ravisseurs d'Ingrid Betancourt ? », Débats et Opinions. *Le Figaro*.23 mai 2007.

Hubert Gourdon: « Justice et Paix en Colombie : une justice transitionnelle sans transition »

Professeur émérite de sciences politiques à l'université de Versailles - Saint-Quentin. Il enseigne à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL). Nombreux articles et contributions dans des revues et ouvrages traitant du constitutionalisme et des relations entre l'armée et le pouvoir (Amérique latine, Maghreb).

Travaux récents de Hubert Gourdon sur la question

- Couffignal, G ; Gourdon H., « Alternances politiques et nouvel ordre constitutionnel en Amérique Latine » dans La nouvelle donne politique en Amérique Latine. Amérique Latine, éditions 2009.
- Wiesner León Hector., « Une approche singulière de transition de la loi de justice et paix colombienne ». Mémoire sous la Direction de Hubert Gourdon. Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL).2007
- Gourdon H., « Armée et pouvoir politique en Amérique Latine », Questions internationales, 2004 (n 8)
- Gourdon H., « Violence, politique et armée en Amérique Latine », Pouvoirs 3/2001 (n 98), p.117-134
- James B., « La Colombie face au phénomène paramilitaire » Mémoire sous la direction de Hubert Gourdon. Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine. (IHEAL), 2000

Débat (16h45 -17h30)

Introduction par Maurice Lemoine, rédacteur en chef de Le Monde Diplomatique (à confirmer)

I. Présentation de la problématique

« La parole des intellectuels dans la presse colombienne sur le phénomène paramilitaire »

L'Institut d'Études Politiques et Relations Internationales de l'Université Nationale (IEPRI) de Bogotá, Colombie a créé depuis près de deux ans, l'Observatoire « Violences, Culture et Pouvoir ».

Présidé par l'actuel directeur de l'IEPRI Carlos Mario Perea elle est composée par des étudiants de master, doctorat et des enseignants-chercheurs. Ce groupe pluridisciplinaire traite les questions du phénomène paramilitaire, sous différentes perspectives thématiques (économique, politique, sociale, communicationnels, etc) présentant des réflexions pour la société civile colombienne, le gouvernement, la communauté internationale et le monde universitaire.

Dans un cadre collaboratif, le Céditec a participé avec l'étude du phénomène paramilitaire dans la presse colombienne sous le gouvernement de Alvaro Uribe (2002-2010)¹.

La présente étude qui centre son attention sur l'analyse des intellectuels face au phénomène paramilitaire dans la presse colombienne (journaux El Colombiano et El Tiempo) pendant les années (2002-2010), cherche à regarder comment est présenté ce phénomène et quel est l'apport des

¹ Ce projet s'inscrit aussi dans le domaine international. L'IEPRI développe un travail de recherche avec l'Université de Bielefeld en Allemagne sur la constitution d'une Plateforme Internationale de la Violence. Dans cette équipe de recherche l'IEPRI fait une étude comparée sur la problématique du phénomène paramilitaire en regardant les différents cas dans le monde. Entre les différents groupes de travail, la Colombie a été désignée pour travailler avec l'Etat Palestinien et le Congo. Il est important de souligner que ce phénomène n'est pas récent et dans plusieurs pays de l'Amérique Latine-tels est le cas de l'Argentine, le Chili ou le Pérou, le paramilitarisme a trouvé une place tant dans la vie politique et tant dans la vie sociale. Cela dit, en Colombie, cette avancée à trouver un appui important d'une grande partie de la population.

intellectuels face aux principales problématiques relatives au paramilitarisme.

Dans cette recherche, nous avons voulu aussi essayer de proposer des nouvelles visions sur la construction de l'imaginaire politique des paramilitaires et la manière comment cet imaginaire s'est ancré dans la culture politique colombienne durant ces dernières décennies.

Il s'agit de mieux comprendre le statut des acteurs paramilitaires au sein de l'opinion publique colombienne en analysant l'inscription de ces groupes dans la culture politique des pays andins.

Ses premières questions nous amènent à regarder et analyser aussi pourquoi la conscience collective nationale est si permissive avec ce phénomène.

Quels sont les motifs qui expliquent la pensée paramilitaire et pourquoi elle s'est ancrée dans la culture colombienne ? Est-il suffisant d'invoquer 40 ans d'existence des groupes armés de l'extrême gauche ? Peut-on considérer le paramilitarisme en Colombie une sorte de terrorisme ?

Finalement, pourquoi le pays est si à droite dans le spectre politique colombien ?

D'autres questions se posent :

Comment ont été présentés les paramilitaires dans les médias colombiens ?

Comment se sont succédés les nouvelles sur la négociation de paix entre gouvernement et paramilitaires ?

Les médias ont-ils développé des opinions sérieuses et profondes sur l'impact du paramilitarisme ? Ou Est-ce que les médias ont servi de tribune pour la défense du projet paramilitaire ?

Les expropriations des terres par les paramilitaires, les graves problèmes d'impunité à cause des violations des Droits de l'Homme, les relations entre politiques et paramilitaires, le processus de négociation et démobilisation des paramilitaires ou la très critiquée Loi de Justice et Paix qui permet la démobilisation de ses groupes, comment sont –ils présentés dans les tribunes et les éditoriaux des journaux El Tiempo et El Colombiano ?

Comment l'idéologie paramilitaire a-t-elle pu s'inscrire dans la tradition nationale colombienne ? Pouvons-nous parler de la création d'un « ethos paramilitaire » présent dans la presse colombienne ?

A partir des analyses lexicométriques, nous cherchons de mettre en valeur des résultats innovants sur la pensée du phénomène paramilitaire et ses effets sur l'opinion publique. Cette étude s'est proposée de constituer deux corpus inédit.

Un premier corpus est constitué à partir des textes d'éditoriaux du journal régional El Colombiano, entre 2002-2010. Ce corpus comprend les tribunes des différents intellectuels provenant de gauche comme de droite ainsi que les éditoriaux du journal concernant la problématique du paramilitarisme. Le corpus est constitué de 1,800 textes soit 711,700 occurrences.

Un deuxième corpus est constitué à partir des textes d'éditoriaux du journal nationale El Tiempo, entre 2002-2010. Ce corpus comprend les tribunes des différents intellectuels provenant de gauche comme de droite ainsi que les éditoriaux du journal concernant la problématique du paramilitaires. Le corpus est constitué de 344 textes soit 238.467 occurrences.

A partir des méthodes de statistiques textuelles, nous mettrons en place un nouveau regard sur la problématique faisant apparaître des ruptures ou des évolutions dans les articles d'opinions qui seraient très difficile de les appréhender à la simple lecture. Nous utiliserons deux logiciels de statistique textuelle : Lexico 3 et Hyperbase.

II. Antécédents

La bibliographie sur le phénomène paramilitaire en Colombie est largement abondante avec des études depuis les années quatre-vingt. On peut retrouver dans les documents différentes vagues sur la création et consolidation du paramilitarisme. Les études visent à comprendre la genèse et l'évolution du phénomène en Colombie.

Des auteurs comme Francisco Leal Buitrago² ont étudié notamment le rôle des militaires en Colombie. Pour Leal Buitrago depuis les années soixante, les militaires sont devenus les acteurs centraux du contrôle de l'ordre public. Cette nouvelle donne accompagnée de l'absence des politiques publiques des différents gouvernements ont créé un scénario favorable à la création des milices privées pour combler les inefficacités de l'État. Ses nouveaux acteurs à la fois ont été touchés par des organisations de la drogue, sont connus depuis les années quatre-vingt comme les paramilitaires.

Certes, la naissance du paramilitarisme est incontestablement due à la lutte initiale contre les groupes d'extrême gauche. C'est une partie essentielle de son existence et de sa stratégie. Mais ce point de vue, largement exposé par le gouvernement et l'opinion publique est trop restreint. Le projet paramilitaire est aussi porteur d'une opposition radicale à toute négociation de paix entre le gouvernement et les insurgés. L'histoire de sa formation le montre amplement. Ces groupes sont nés au cours des années 1980, durant la première négociation politique du président conservateur Belisario Betancur (1982-1986); leur influence diminue pendant la Constituante de 1991, puis resurgit en 1994 mais elle se consolide définitivement lors de la création d'une zone démilitarisée pour entamer les négociations de paix avec les FARC- sous le gouvernement du Président conservateur Andrés Pastrana (1998-2002) ; finalement c'est au cours des mandats du président Alvaro Uribe, gouvernement qui promet la guerre contre les guérillas, que ce groupe entame une négociation pour sa démobilisation.

Ce phénomène s'est constitué comme projet politique avec succès en Colombie. Dans plusieurs régions du pays, ce projet a réussi à organiser

² Leal Buitrago "Militares y paramilitares en Colombia", dans *La desmovilización de los paramilitares en Colombia: entre el escepticismo y la esperanza*. Elvira María Restrepo et Bruce Bagley (compiladores), Universidad de los Andes, 2011, pp 43-68

une classe émergente ayant un projet commun et permettant de renforcer les privilèges de la vieille classe politique. Les chiffres actuels sont clairs : 81 députés doivent répondre dans un procès pénal de leurs liens avec les paramilitaires, soit 30 % des 267 membres de l'Assemblée Nationale. Ce nombre fait partie de la majorité politique qui appuya l'ancien Président de la République, Alvaro Uribe.

Ce groupe a conquis une place importante dans le débat politique national. L'opinion publique est en effet aujourd'hui de plus en plus à droite, favorable à une guerre ouverte contre les guérillas d'extrême gauche. Cela a été rendu possible aussi par les actions violentes des insurgés (FARC-ELN) et leurs éloignements de leurs luttes idéologiques.

Ce scénario politique leur a permis de concrétiser leurs objectifs et de s'impliquer de plus en plus non seulement dans le débat politique mais aussi dans le processus économique. Ils ont touché non seulement des investissements à petite échelle mais aussi dans d'importantes entreprises.

Cette consolidation politique et économique s'est accompagnée d'activités violentes. Leur lutte contre la guérilla a donné lieu à l'implantation d'une « sale guerre » où la population civile a subi de graves violations des Droits de l'Homme.

Plusieurs membres du paramilitarisme, aujourd'hui détenus, ont assumé les assassinats commis personnellement envers la population civile. Aujourd'hui on peut parler de plusieurs centaines, voire, plus de deux milles assassinats. Ce cauchemar s'est répété d'une région à l'autre dans tout le territoire : implantation du projet paramilitaire, lutte armée pour conquérir la zone géographique, puis développement des projets économiques et finalement négociation politique avec les institutions de l'État.

A partir de 2002, durant le premier mandat du Président Uribe, a commencé une négociation politique avec les paramilitaires en vue d'une démobilisation et d'un procès judiciaire de ses membres. Les commandants impliqués dans ce procès sont aujourd'hui extradés aux États-Unis. Avec eux une grande quantité des membres de l'organisation ont accepté les lois de démobilisation et réinsertion.

Pour la Commission Nationale de Réinsertion, plus de trente mille membres se sont réinsérés au sein de la procédure nommée Justice et Paix. Ces chiffres ne permettent toutefois pas d'affirmer qu'il y a eu une véritable et complète réinsertion de l'ensemble du paramilitarisme. Du point de vue formel ce projet a été déclaré clos, mais une partie importante de ses membres se sont réarmés avec des bandes criminelles émergentes.

La pénétration et la force de ce phénomène politique est si importante qu'il est difficile de déterminer la rupture véritable de ses liens avec le monde économique et politique. L'exemple le plus significatif est le processus qui révèle les liens entre la classe politique et les membres du paramilitarisme.

Historiquement, la lutte des paramilitaires a cherché à éliminer les forces subversives. Cette lutte s'est caractérisée par la forte conscience de la défense du pouvoir en place et de son intransigeance face à l'opposition. L'exemple le plus significatif est celui de l'élimination du parti politique de gauche Union Patriotique, une force politique qui a surgi lors des négociations de paix des années 1980, qui visait à permettre aux combattants de faire leur retour dans la vie civile.

La représentation du paramilitarisme en tant qu'un groupe terroriste, issu de la drogue, est injustifiée ; elle présente une méconnaissance de la problématique et de sa diversité. Sans doute ce phénomène a installé la terreur ; sa croissance et sa consolidation reposent sur sa relation avec les activités illicites du trafic de la drogue. Mais ces deux paramètres, la terreur et le narcotrafic, constituent les instruments d'un projet politique qui s'est inscrit dans le déroulement de la dégradation de la guerre et la nécessité d'augmenter ses capacités financières.

Pour une grande partie de l'opinion publique, les victimes de la guerre appartiennent à deux grandes catégories. D'un côté, les victimes des guérillas qui sont reconnues et légitimes. D'un autre côté, les victimes de l'État et du paramilitarisme qui ne sont ni reconnues ni légitimes. Cette distinction repose sur le fait que les groupes paramilitaires ont été considérés comme nécessaires pour exterminer les guérillas, voire défendre les populations. Plusieurs secteurs de la société sont même disposés à appuyer la procédure de Justice et Paix, sans lui donner pourtant des contenus concrets, condamnant les coupables et réparant les torts faits aux victimes.

Quelques secteurs de l'opinion publique ont entamé une reconstruction de la mémoire des paramilitaires dans le but d'exiger la justice et le dédommagement intégral des victimes. Le mouvement national des victimes d'États, le bureau de la mémoire de la Commission Nationale de Réinsertion et le site internet de Verdad Abierta : www.verdadabierta.com en fournissent des exemples. Le présent projet s'inscrit dans le même objectif. C'est un devoir urgent de faire une reconstruction de cette expérience paramilitaire en Colombie, une reconstruction qui fasse une analyse détaillée des objectifs du projet politique, d'identifier les caractéristiques singulières d'implantation.

Bien que le phénomène a été largement étudié, il nous a parut intéressant de regarder le rôle de la presse dans la construction d'opinion sur un phénomène qui a touché différents axes de la vie politique, économique et sociale colombienne: la violation des Droits de l'homme, le déplacement forcé, la corruption, la pénétration de la mafia dans la politique ou la contre réforme agraire, entre autres.

III. Références bibliographiques (récentes)

Romero Mauricio (editor), "Parapolítica: la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdo políticos", Intermedio editores y Corporación nuevo Arco Iris, 2007, 449 pág

Romero Mauricio (editor), La economía de los paramilitares: redes de corrupción, negocios y política, Debate, Random House Mondadori, mayo 2011, 443 pág

López Hernández Clara "Y refundaron la patria...de cómo mafiosos y políticos reconfiguraron el Estado colombiano",Debate, Random House Mondadori, agosto 2010, 524 pág

Restrepo María Elvira; Bagley Bruce (compiladores), La Desmovilización de los paramilitares en Colombia. Entre el escepticismo y la esperanza, Universidad de los Andes, abril 2011, 600 pág

Bonnet Diana; LaRosa Michael; Nieto Mauricio, "Colombia" preguntas y respuestas sobre su pasado y su presente, octubre 2010, 375 pág